

Korian : La bourse ou la vie ?

Vendredi, 15 Mai, 2020

Par Eric Jalade



Des séjours bien trop chers pour les résidents et leurs familles qui doivent assumer 75% du coût de l'hébergement. Photo AFP

Dans la crise que connaît le pays avec l'épidémie du COVID 19, les résidents des EHPAD payent un très lourd tribut : au 14 mai, on comptait, officiellement – sur les 27 425 morts dans notre pays, 10 201 décès dans les établissements sociaux et médico-sociaux et Ehpad.

Dans un dossier consacré à ce secteur, « L'Humanité » décrivait justement une situation tragique, déjà avant la crise, qui a frappé tout particulièrement les grands groupes privés de ce secteur dans un drame « si prévisible » [\[1\]](#).

Si cet article évoque le cas du groupe Korian, ses concurrents Orpéa, Domus Vi et les autres opérateurs privés fonctionnent, globalement, selon le même principe, avec un modèle économique particulièrement rentable, puisqu'il s'appuie en grande partie sur du financement public (au moins 45%) et une démographie qui leur permet de viser un « marché » de plus en plus vaste.

Professeur d'histoire et syndicaliste, Eric Jalade nous livre un minutieux travail d'étude, de compilation et d'analyse de sources permettant de mieux saisir le système Korian et ses conséquences.

La « silver économie » : paradis du « bien vieillir » ou machine à cash ?

L'hécatombe tragique qui s'est déroulée dans l'EHPAD [\[2\]](#) de Mougins ces dernières semaines (à ce jour 38 décès sur une centaine de résidents) a ainsi mis l'accent sur le groupe Korian, dans cette période où le pays est affecté par la crise du COVID 19.

Ce groupe mérite que l'on y prête attention à la fois du fait de sa taille et en raison de sa croissance rapide : c'est aujourd'hui un des principaux groupes privés européens dans ce

secteur d'activité (maisons de retraites comme les résidences médicalisées). Sa croissance est plus rapide depuis 2016 en particulier, date qui coïncide avec l'arrivée à sa tête de sa Directrice Générale actuelle, Sophie Boissard.

Avec 3,6 milliards de CA en 2019, en croissance de plus de 8 % sur l'exercice antérieur, l'année 2020 se présentait bien pour le « leader européen du secteur ».

La communication de ce groupe insiste particulièrement sur le « bien vieillir », le « care » (soin) – c'est d'ailleurs le nom de son institut, devenu depuis la « fondation Korian pour le bien vieillir »^[3] ... Derrière cette façade très lisse ou avenante tant pour les résidents et leurs familles^[4], la réalité est plus dure : l'objectif du groupe consiste à faire des profits dans ce « marché » prometteur de la « silver économie » et ne sont épargnés ni les salariés, ni les résidents^[5]. Il faut faire du chiffre !

C'est comme ça que sont considérés nos anciens dans notre pays par ces « dirigeants » : un « marché » dans lequel investissent des opérateurs privés, avec tout le langage cynique, brutal et insupportable des adeptes de la « start up nation ».

« Plus rentables que les hypermarchés, les maisons de retraite sont aujourd'hui un eldorado : le marché pèse entre 25 et 30 milliards d'euros. Il faut dire que la demande est constante, voire grandissante : plus de 600 000 Français vivent dans un Etablissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes, un Ehpad. Ils y passent en moyenne les trois dernières années de leur vie. Et le mouvement ne risque pas de ralentir avec les baby-boomers qui arrivent à l'âge de la retraite... »^[6]

Les hommes et les femmes à la tête de Korian : « le soin au cœur » vraiment ?

Sophie Boissard, la DG du groupe.

Comme ses condisciples médiatiques issus également de l'ENA, Martin Hirsch (APHP), Alexandre Bompard (actuel PDG de Carrefour) ou Mathieu Pigasse, mais moins connue, il n'est pas inutile de s'intéresser au « profil » de l'énarque Sophie Boissard, Directrice Générale du groupe, qui se démultiplie dans les médias depuis quelques semaines pour tenter d'enrayer la « mauvaise presse » autour de son groupe^[7] ... et surtout la baisse du cours de l'action Korian^[8].

Son parcours, on peut le présenter comme celui d'une (très) « bonne élève », presque représentative de nos « élites »^[9]. Normalienne, agrégée, énarque (promotion Victor Schoelcher), conseillère d'État, S. Boissard se définissait naguère comme un « serviteur de l'État », elle illustre jusqu'à la caricature le « pantouflage^[10] » qui s'est généralisé depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy et plus encore aujourd'hui depuis l'élection de Macron en 2017. Son salaire comme DG de Korian, est d'environ 1 million d'€ annuels (la moitié en fixe, l'autre en part variable). Elle était pressentie pour prendre la tête d'Engie^[11] il y a quelques semaines, juste avant la crise.

S. Boissard a été la dernière Commissaire générale au Plan (qui dépendait du Premier ministre), puis directrice générale du centre d'analyse stratégique en 2006. Sous la présidence de Sarkozy, elle fut notamment directrice adjointe du cabinet de la ministre de l'économie,

Christine Lagarde en 2007 dans le gouvernement Fillon, avant d'intégrer la SNCF pour y préparer la « réforme ferroviaire ». Elle dirigera une de ses filiales, « Gare et connexions » et « SNCF Immobilier ».

Elle fait partie de ces hauts fonctionnaires ralliés à l'idéologie néo-libérale qui ont fait le choix d'Emmanuel Macron après le crash de Fillon en 2017.

Cette étoile montante du capital français[12] est désormais membre du conseil d'administration du club d'influence « Le Siècle »[13], on peut comprendre aisément la facilité avec laquelle les accès de certains médias lui sont ouverts[14].

Enfin, elle dispose toujours au plus haut sommet de l'appareil d'État de relais amicaux plus ou moins étroits : le directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances, Emmanuel Moulin, était son camarade de promotion à l'ENA, et Mme Boissard est aussi l'amie du ministre, Bruno Le Maire[15].

Un exemple du « capitalisme responsable » ?

Ils sont associés dans des publications de l'un des nombreux think tanks qui gravitent dans les cercles du pouvoir, l'Institut du Capitalisme Responsable (ICR), dont Mme Boissard est l'une des dirigeantes. Ce think tank prétend « régénérer le capitalisme exclusivement financier, en lui redonnant du sens et en actant ce dont nous ne voulons plus pour les générations futures » (sic).

Ce think tank a publié tout récemment, en février, avec le parrainage de Bercy, un « Livre Blanc destiné à développer l'actionnariat pour toutes et tous[16] ».

Korian a multiplié les acquisitions dans tous les domaines de la « silver économie » et dans plusieurs pays européens depuis trois ou quatre ans, de manière concomitante à l'accession de Sophie Boissard à sa tête. Le groupe est très offensif aussi sur le plan de sa diversification, des acquisitions immobilières et a pour objectif de continuer sa croissance, tant en France qu'à l'échelle européenne.

L'épisode récent, où la direction a renoncé – exceptionnellement – à distribuer les dividendes pour l'exercice 2019[17] (qui devaient se monter à 0,66 centime par action, contre 0,60 l'an dernier) en pleine crise du COVID (alors que Korian est très critiqué pour sa gestion de la crise dans plusieurs de ses établissements) n'est, vraisemblablement, qu'une stratégie d'attente provisoire, face au mécontentement et à la colère croissante dans l'opinion.

Mais les actionnaires de ce groupe ne renonceront pas à leurs dividendes comme cela : ils sont là – et ils ont été incités à investir, d'ailleurs -- pour engranger des dividendes[18].

Le groupe : une croissance rapide, une stratégie offensive.

Le groupe est né de la fusion de plusieurs groupes privés de maisons de retraite, après la canicule de 2003. Progressivement, il s'est développé, à coups d'acquisitions en particulier, tant en France qu'à l'étranger, avec le soutien constant de ses actionnaires, notamment issus du secteur bancaire.

Il poursuit depuis, sans discontinuer sa stratégie d'acquisitions tant en France (où il est désormais le premier groupe privé, absorbant par exemple le groupe Omega, en 2019) qu'en Europe. Korian est présent en Allemagne, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas et en Espagne, plus récemment où il a acquis le groupe « Seniors » en 2019. Cette expansion à l'international, à l'échelle européenne s'inscrit dans un des axes stratégique du groupe, nous y reviendrons.

Korian compte aujourd'hui plus de 850 établissements en Europe[19], dont près de la moitié dans l'hexagone, et (chiffres variables sur le nombre de salariés ... nombre de lits également).

Outre cette expansion à l'international du groupe, celui-ci se diversifie aussi dans d'autres secteurs, notamment celui du maintien à domicile, en rachetant, par exemple, l'entreprise « Petits-fils », spécialisée dans cette activité, et « qui compte cent agences en France »[20]. Il s'agit d'investir l'ensemble du champ du grand âge, qui est, comme les maisons de retraite, un pan de cette activité, la « silver économie », destinée à être florissante parce que le « stock de vieux » (expression cynique rappelée par Daniel Mermet et Gérard Filoche dans une interview passionnante, il y a quelques jours[21]) est amené à croître. Maintien à domicile, digitalisation, numérique, pas un pan du secteur qui n'est ciblé par Korian, avec une force de frappe considérable, par rapport à ses concurrents. L'objectif d'ailleurs du groupe est d'atteindre 5 milliards de chiffre d'affaires dans un délai rapproché.

Le capital du groupe et ses dirigeants.

Le capital de l'entreprise est composé d'environ 82 millions d'actions. Les principaux actionnaires du groupe sont Prédica, une filiale du Crédit Agricole, le groupe Malakoff Médéric Humanis, et un fonds de pension du secteur public canadien, Investissements PSP qui a récemment réduit sa participation de moitié dans Korian, passant de 14 % à 7 %. Ainsi, avec cette cession, ce sont les actionnaires « de référence » qui se trouvent renforcés au capital du groupe. « Predica, la filiale assurance-vie de Crédit Agricole Assurances, ainsi que (...) Malakoff Médéric Humanis. Ces derniers détiennent à eux seuls presque un tiers du capital de Korian, soit respectivement 24,2 % et 7,8 % »[22]

Ils sont les actionnaires principaux, à la tête d'environ un tiers du capital du groupe, le reste, un peu plus de 60 % est composé de « capitaux flottants ».

Nous avons déjà évoqué l'itinéraire de Sophie Boissard, la DG du groupe depuis 2016.

Comme elle, d'autres dirigeants de Korian sont issus de la haute fonction publique, Rémi Boyer[23] (le DRH du groupe), a un parcours assez similaire : Comme sa DG, il est aussi un ancien élève de l'ENS, agrégé d'histoire, puis il rejoint très vite des grands groupes, en devenant DRH d'Arcelor-Mittal, puis de Peugeot.

Korian concentre en fait, à sa tête, a fois des dirigeants et administrateurs issus de la haute fonction publique et de la grande bourgeoisie : on trouve parmi les administrateurs des personnalités venant du milieu bancaire, du monde de l'assurance ou du secteur industriel. Dans son Conseil d'administration se cotoient notamment Catherine Soubie, dirigeante de plusieurs sociétés, fille de Raymond Soubie, homme d'influence et ancien conseiller de Nicolas Sarkozy. Passée par la Banque Barclays, Catherine Soubie[24] est aujourd'hui également DG d'Arfilia, la holding familiale[25].

Outre ces membres issus du secteur bancaire, le CA comporte des dirigeants issus aussi du secteur industriel tels que Jean-Pierre Duprieu, administrateur de différentes sociétés, notamment SEB, et ancien haut dirigeant d'Air Liquide ; le groupe Michelin s'y trouve également représenté.

Enfin, last but not least, on peut remarquer aussi la présence de Guy de Panafieu[26], époux de Françoise de Panafieu, ancienne ministre. Guy de Panafieu, ancien administrateur du groupe, désormais censeur, est un ancien inspecteur des finances, administrateur de plusieurs sociétés lui aussi, « ancien cadre dirigeant de la Lyonnaise des eaux (devenue groupe Lyonnaise-Dumez, puis plus tard groupe Suez), puis président du groupe public informatique Bull et aujourd'hui cadre dirigeant bancaire de CA-CIB (Crédit Agricole-Corporate and Investissement Bank) et membre du conseil de surveillance du groupe M6 (télévision) »[27].

A la tête de Korian, d'autres personnalités méritent d'être évoquées, ainsi, le sénateur Claude Malhuret, ancien secrétaire d'État de Jacques Chirac entre 1986 et 1988, maire de Vichy entre 1989 et 2017. Malhuret préside aujourd'hui un petit groupe centriste[28] au Sénat (14 sénateurs), qui est, clairement, depuis sa création, à l'automne 2017, un groupe « Macron-compatible », avec plusieurs sénateurs LR ralliés à « En Marche », ou investis par le parti présidentiel.

Malhuret s'est fait remarquer récemment en défendant le premier ministre, au Sénat, le 4 mai. Il y moquait alors, se voulant grinçant et ironique « le professeur Mélenchon diplômé de la faculté de médecine de La Havane »[29] coupable d'être critique vis à vis de la gestion gouvernementale de la crise ...

Cofondateur du site « Doctissimo », Malhuret a été aussi longtemps un haut cadre de Korian[30], « directeur du développement éthique de Korian » de 2006 à son élection à la chambre haute, en 2014. Ce dernier aurait pu, au lieu de tenter de faire une nouvelle fois l'amuseur public en s'en prenant à ses adversaires politiques - dans un moment de crise tel que le pays n'a pas connu depuis longtemps- expliquer comment une telle tragédie avait pu se produire dans nos EHPAD, et singulièrement dans ceux du groupe Korian : un médecin comme lui, attaché à l'éthique, aurait eu certainement des choses intéressantes à évoquer.

Sa déclaration à la Haute Autorité de la Vie Publique[31] atteste donc de ses liens anciens avec Korian.

Enfin, le docteur Philippe Denormandie, a lui aussi un parcours intéressant, significatif du groupe Korian et de ses dirigeants.

Désormais, depuis l'automne 2017, en charge de la communication au sein de « MNH Group », il a été longtemps lui aussi un haut dirigeant du groupe Korian[32], passé auparavant par la direction de l'APHP, où il fut plusieurs années conseiller au cabinet du directeur général de l'AP-HP, avant de rejoindre Korian, comme directeur général adjoint durant une dizaine d'années de 2007 à 2017[33].

Depuis sa retraite en avril 2017, il passe à la présidence de « l'institut du Bien Vieillir Korian », devenu depuis la « Fondation Korian », coprésidée par Sophie Boissard, la DG du groupe. Le 2 mai 2017, il est nommé Directeur Relations santé de MNH Group[34].

En juin 2019, une mission lui est confiée par Agnès Buzyn[35] et Sophie Cluzel – respectivement ministre de la Santé (jusqu'en février dernier) et sa secrétaire d'État chargée des personnes handicapées - afin de « *Ne pas avoir à choisir entre être soigné ou être accompagné lorsque l'on est en situation de handicap* ».

Par ailleurs, Philippe Denormandie est aussi le père du ministre du Logement, en poste depuis octobre 2018, Julien Denormandie[36].

Une communication contrariée par des scandales à répétition.

Néanmoins, le groupe est régulièrement sous les feux de l'actualité mais rarement pour des initiatives qui témoigneraient du « bien vieillir » chez Korian, où bien, dans ce cas, il s'agit alors de publiportages ou de communication visant à séduire de potentiels investisseurs.

En effet, de nombreux épisodes récents, ces dernières années, avaient mis ce groupe sur le devant de la scène, alors que il s'agit, en général de questions que, souvent, on ignore, que l'on ne regarde pas ou peu, alors qu'elles nous concernent tous, aujourd'hui ou demain, pour nos familles, nos proches ou nous-mêmes.

« Personnel insuffisant et désemparé, tarifs élevés, seniors livrés à eux-mêmes et rationnés... Le groupe Korian, qui affiche des bénéfices record, est à nouveau pointé du doigt depuis la mort de cinq personnes dans une de ses maisons de retraite, des suites d'une probable intoxication alimentaire »[37].

C'est ainsi qu'un article - très documenté - d'avril 2019 évoque Korian, mis en cause alors dans une affaire qui a frappé un établissement du groupe, l'EHPAD « la Chêneraie, au Lherm, dans la Haute-Garonne[38] et qui défraie la chronique quelques jours, avant de retomber dans l'oubli, sauf pour les familles.

Suite au décès de 5 résidents, 17 plaintes sont alors déposées par des membres des familles des victimes, une enquête judiciaire est ouverte par le parquet de Toulouse pour « homicides involontaires aggravés et blessures involontaires aggravées, mise en danger d'autrui et mise sur le marché de denrées préjudiciables à la santé humaine » et une enquête confiée à deux magistrats instructeurs.

En novembre dernier, l'un des avocats des familles des victimes[39] a indiqué que le drame était, d'après des expertises, la conséquence de « graves manquements en matière d'hygiène et de sécurité »[40]. Les familles s'interrogeaient sur le manque d'informations quant à l'avancée de l'enquête et certains indiquaient qu'ils n'avaient même pas reçu de lettre de condoléances de la part de l'établissement.

Nous ignorons, à ce jour, l'avancée de l'enquête judiciaire.

- Plusieurs sujets, notamment des émissions du service public avaient elles aussi clairement mis en évidence de graves problèmes voire des scandales sanitaires dans plusieurs EHPAD, et singulièrement des établissements du groupe Korian c'est notamment le cas de « Pièces à convictions » de France 3, en 2017 ou d'« Envoyé Spécial »[41], en 2018 .

Les images avaient alors frappé l'opinion publique, mais Korian, à grand renfort notamment d'une présence très régulière dans les médias et d'une communication agressive, parvient à faire retomber l'attention du grand public sur son groupe ... jusqu'à la crise suivante.

Il est vrai qu'il vaut mieux détourner l'attention des investisseurs ou des familles : des dotations et des moyens souvent insuffisants pour les soignants, un personnel trop peu nombreux, des rations alimentaires insuffisantes ou très faibles : les images sont accablantes. Korian est de fait, peu enclin à la transparence vis à vis des médias. En revanche, le groupe investit de manière très conséquente dans sa communication.

Mais la crise du COVID 19 qui a frappé tout particulièrement les personnes âgées et on comprend aisément que nombre d'entre elles aient été terriblement fragilisées dans un environnement aussi peu protecteur, tel que le décrivent les exemples ci-dessus. Les exemples d'EHPAD du groupe où de véritables hécatombes ont eu lieu ces derniers jours et ces dernières semaines sont hélas nombreux.

Et ce sont déjà, à ce jour, au moins 14 plaintes qui ont été enregistrées par des familles ayant perdu des proches dans des EHPAD du groupe Korian.

La justice aura donc à statuer et des enquêtes vont s'ouvrir, elles sont indispensables pour nous aider à connaître la vérité sur ces drames.

Et maintenant ?

Soit, malgré le scandale du nombre de décès dans les établissements privés (probablement bien supérieur aux chiffres officiellement déclarés à ce jour par Korian notamment) ce groupe parvient à poursuivre son développement, pour atteindre une position plus dominante encore sur le secteur, en comptant sur la proximité avec le pouvoir pour y parvenir, tout en continuant d'ignorer les critiques : ses dirigeants ont clairement annoncé des objectifs ambitieux, leur « feuille de route » est de continuer à croître, via des acquisitions immobilières, des rachats d'autres groupes, ainsi que des entreprises de secteurs connexes, dans ce domaine – prometteur selon les capitalistes – de la « silver économie » ou de « l'or gris ».

Soit l'opinion publique parvient à faire monter des exigences de justice, de transparence, de dignité – celle que l'on doit à nos anciens – et on parvient dompter ce groupe, en imposant sa nationalisation – avec ou sans indemnités – de manière à sortir la fin de vie, ses familles, les salariés qui y travaillent d'une logique mortifère et de rentabilité.

Nous ne pouvons rester spectateurs de ces drames – à répétition – et celui-ci, bien pire encore que les précédents, insupportable pour quiconque raisonne autrement dans sa vie qu'avec des dividendes et des tableurs Excel comme horizon de société.

Cette crise met à nu le fonctionnement réel du capitalisme dans sa phase actuelle, dans notre pays comme ailleurs. Il n'est pas plus « moral » ou « responsable ». C'est le capitalisme.

Nous devons à nos aînés l'exigence démocratique et éthique de ne plus laisser passer de tels drames, conséquences de choix économiques et politiques.

Au-delà d'une réflexion générale sur ce secteur (comme d'autres) nous devons, avec l'immense majorité des Français qui sont révoltés par ce qui se passe, porter l'exigence de sortir l'ensemble de ce secteur là (et tout particulièrement la prise en charge du grand-âge, des personnes dépendantes et malades) du secteur marchand. Cela doit passer par une nationalisation démocratique de ce secteur, avec un droit de contrôle par les salariés et un droit de regard des familles sur le fonctionnement de ces établissements.

Hausse de salaires ou « Prime Korian » ?

Enfin, dans les mesures présentées récemment par le gouvernement, l'une d'entre elles interroge vivement. Olivier Véran vient d'annoncer qu'allaient être débloqués 475 millions d'€ de crédits supplémentaires pour financer une prime allouée à l'ensemble des personnels des EHPAD quel que soit leur statut, public ou privé.

Cette prime sera de 1500 euros dans les départements où l'épidémie a été la plus forte (33 départements) et de 1000 € dans le reste du pays.

Il est évidemment plus que légitime de reconnaître le dévouement des personnels des EHPAD, qui ont, comme les personnels hospitaliers ou d'autres soignants, payé un lourd tribut à cette crise : souvent mal payés, précaires et majoritairement des femmes, avec des conditions de travail difficiles.

On peut néanmoins très sérieusement s'interroger sur le fait que que des groupes dont les résultats et les profits sont considérables – et qui prévoient, comme Korian de distribuer 54 millions d'€ de dividendes, il y a quelques jours - soient en quelque sorte aidés directement par l'État et dispensés de s'acquitter de leur devoir d'employeur.

Korian, de fait, a largement les moyens d'augmenter les salaires, d'embaucher du personnel, et de distribuer une prime exceptionnelle, s'il veut réellement « mettre le soin au coeur » de ses établissements et récompenser le dévouement de ses salariés.

Peut-être ses actionnaires rechigneront-ils et préfèrent en cela, que l'État, via Bercy et le ministère de la santé, versent une prime à leurs salariés. Ces choix, s'ils sont confirmés, indiquent donc que le gouvernement va payer (avec des impôts supplémentaires?) – notamment - pour les actionnaires et les dirigeants de Korian.

Il y a là, une interrogation majeure supplémentaire sur la gestion de cette crise par le gouvernement.

Des questions en suspens.

En l'état actuel des informations que nous révélons, et qui sont toutes documentées, il y a des éléments qui nous permettent de nous interroger sur les liens étroits entre le groupe Korian, ses dirigeants et des membres éminents des cabinets ministériels et des ministres actuels ou anciens. Singulièrement, la proximité amicale entre l'actuelle DG de Korian, Sophie Boissard et le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, son directeur de cabinet, tout comme la proximité – familiale celle-là – du groupe avec le ministre du Logement Julien Denormandie, fils de l'un des principaux dirigeants de Korian – jusqu'au printemps

2017, Philippe Denormandie, à qui la ministre de la Santé Agnès Buzyn avait confié en juin 2019 une mission officielle sur la question de la prise en charge du handicap.

On connaît déjà la proximité de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, Agnès Pannier-Runacher[42], avec des grands groupes, celle de son mari, Marc Pannier, haut cadre dirigeant d'Engie, ce qui a conduit à limiter le champ de ses attributions ministérielles[43]. Mme Pannier-Runacher s'était notamment fait remarquer par la formule scandaleuse comparant la France à « une boîte de smarties » pour les financiers du groupe « Blackrock », au moment du débat sur la contre-réforme des retraites. Sommes-nous en présence de conflits d'intérêts au sein du gouvernement ?

A ces interrogations, dans la situation qui est celle du pays, avec les milliers de morts dans les EHPAD, des millions de français dans l'inquiétude pour leur avenir, qu'ils soient salariés, indépendants ... les citoyens sont en droit d'attendre des réponses précises de la part du gouvernement. Nous nous permettons de les formuler, au nom d'une exigence morale, de justice et de transparence.

Les centaines de morts des EHPAD de ce groupe et leurs familles méritent, à tout le moins, qu'on leur dise la vérité.

Et c'est aussi ce qu'attendent les Français.

[1] Voir notamment les articles « la bataille invisible pour éviter le pire dans les EHPAD », E. Barbezat et « Korian et Orpéa dans la tourmente », C. Rousseau, l'Humanité, 21 avril 2020.

[2] Etablissement Hospitalier pour Personnes Agées Dépendantes.

[3] <https://www.fondation-korian.com/fr>

[4] Il s'agit de séduire les familles, en présentant l'établissement de manière très clinquante, pour attirer des familles solvables (pour s'acquitter des tarifs mensuels très élevés...) et rassurer ces mêmes familles, en leur faisant miroiter que leur parent âgé ou malade sera bien traité ...

[5] Plusieurs documentaires et articles défraient régulièrement la chronique sur le fonctionnement des EHPAD du groupe Korian, déjà avant la crise. Voir notamment ici : https://www.liberation.fr/france/2020/04/19/covid-19-dans-les-ehpad-korian-engloutis-par-la-vague_1785758

[6] https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-3/pieces-a-conviction/pieces-a-conviction-du-jeudi-19-octobre-2017_2416633.html (consulté le 11/05/2020).

[7] La stratégie combine à la fois le sourire forcé et les « pressions », via des avocats, semble-t-il, comme l'indique Médiapart dans un article récent, tant vis à vis de la presse que de familles ayant saisi la justice : <https://www.mediapart.fr/journal/france/300420/ehpad-le-groupe-korian-fait-pression-sur-des-familles-de-residents-decedes>

[8] Le cours de l'action Korian est en baisse de près de 30 % depuis janvier.

[9] Voir notamment Vincent Jauvert, « Les voraces : les élites et l'argent sous Macron », Robert Laffont, p.116.

[10] C'est pour les membres de la Haute fonction publique (les « grands corps » de l'État) le fait de faire des aller-retours entre le public et le privé, sans jamais démissionner de leur statut de haut-fonctionnaire. Jauvert définit cette pratique comme étant devenu désormais « un sport de masse » chez ces hauts-fonctionnaires. op. Cit. p. 106.

[11] <https://www.la-croix.com/Economie/Entreprises/Le-sort-dIsabelle-Kocher-c...>

[12] Sur le plan idéologique, un article de BFM Business résume ainsi : « chez la directrice générale de Korian, il n'y a pas non plus de frontière entre secteurs public et privé. Elle est d'ailleurs passée de l'un à l'autre. Énarque, elle a d'abord été haut-fonctionnaire pendant dix ans. Elle a travaillé avec Christine Lagarde, Gérard Larcher ou encore Michel de Virville, qui avait alors été chargé par Francois Fillon d'établir un rapport pour un code du travail plus efficace (sic) ».

[13] <http://www.lesiecle.asso.fr/le-siecle/le-conseil-d-administration/> Sur le club « le Siècle », Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot évoquent le siècle comme « un lieu de connivence entre journalistes et politiques » (in le président des ultra-riches », La découverte, 2019, p. 69-70) - on peut ajouter à cette brève définition, que ce club rassemble aussi certains hauts fonctionnaires et grands patrons.

[14] Au hasard, BFM ou BFM Business, où elle a quasiment son rond de serviette.

[15] Cette amitié est évoquée par dans le livre de Marie-Laure Delorme, « De bons élèves », Stock, 2015.

[16] <https://www.capitalisme-responsable.com/observatoire-des-actionnaires-davenir/> et ici : <https://www.capitalisme-responsable.com/2019/12/12/livre-blanc-oaa-preface-de-bruno-le-maire-ministre-de-leconomie-et-des-finances/>

[17] <https://www.nouvelobs.com/economie/20200429.OBS28164/face-au-scandale-le-geant-des-ehpad-korian-retire-son-programme-de-versement-de-dividendes.html> ; <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/korian-gerant-d-ehpad-retire-sa-proposition-de-dividende-pour-2019-20200429>

[18] Le magazine « Capital » évoque, en quelques mots les perspectives qui s'offraient au groupe : « Le spécialiste de la dépendance a aussi suspendu ses objectifs 2020 au regard du contexte général de la pandémie et de son impact sur ses activités dans les différentes géographies. Il anticipait une accélération de sa croissance avec une hausse d'environ 9 % de son chiffre d'affaires et une marge d'Ebitda supérieure à 15 %. Il reviendra vers le marché lorsque ces perspectives auront été précisées ». (<https://www.capital.fr/entreprises-marches/korian-suspend-ses-objectifs-2020-et-ne-versera-pas-de-dividende-1368816>)

[19] D'après la dépêche AOF, reprise par « Capital », « Korian : une acquisition en PACA », 10/10/2019. <https://www.capital.fr/entreprises-marches/korian-une-acquisition-en-paca-1352447>

[20] Keren Lentschner, Le Figaro, 16 septembre 2019, « Korian accélère dans l'aide à domicile », <https://www.lefigaro.fr/societes/korian-accelere-dans-l-aide-a-domicile-20190916>

[21] <https://la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/on-acheve-bien-les-vieux>; entretien avec Gérard Filoche, 21 avril 2020, « on achève bien les vieux », sur le site de l'émission « là bas si j'y suis », précieuse et souvent très utile au débat public !

[22] Cf article d'Inès Giauffret, dans « décideurs magazine », « Le fonds de pension canadien PSP allège sa participation chez Korian », 09-07-2019 <https://www.magazine-decideurs.com/news/le-fonds-de-pension-canadien-psz-allege-sa-participation-chez-korian>

[23] <https://www.korian.com/fr/p/remi-boyer>. On s'étonnera (?) de ces brillants étudiants qui, dès le concours prestigieux de l'agrégation en poche, préfèrent servir le capital dans des grandes entreprises... Peut-être la carrière d'enseignant n'offre-t-elle pas de pareilles perspectives de carrière, en particulier en termes de rémunération ?

[24] <https://www.korian.com/fr/p/catherine-soubie>

[25] https://www.challenges.fr/entreprise/comment-un-ex-conseiller-de-sarkozy-devient-pape-du-social_620275 article consulté le 11/05/2020.

[26] La lecture de sa fiche wikipédia est éloquente, sans même entrer dans les détails s'agissant de la famille de Panafieu.

[27] Idem, https://fr.wikipedia.org/wiki/Guy_de_Panafieu

[28] IL s'agit du groupe « République et territoires – Les indépendants » : voir notamment ici : <https://www.publicsenat.fr/article/politique/senat-creation-du-groupe-republique-et-territoires-les-independants-avec-11>

[29] <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/allier/vichy/quand-claude-malhuret-senateur-allier-tacle-professeur-melenchon-faculte-medecine-havane-1824626.html> Notons, outre l'attaque assez grotesque contre Mélenchon, l'obsession anticommuniste de Malhuret, qui dénigre en passant aussi Cuba, alors que la grande île des Caraïbes, malgré un blocus infâme, a envoyé des médecins partout sur la planète, pour combattre la pandémie, exemplaire dans la crise.

[30] « De 2006 à Novembre 2014, Claude Malhuret a été Directeur du Développement Ethique de Korian, premier groupe européen de maisons de retraite médicalisées et de cliniques de soins de suite », d'après le site de la ville de Vichy, <https://www.ville-vichy.fr/elus/claude-malhuret>

[31] <https://www.hatvp.fr/livraison/dossiers/malhuret-claude-diam5459-senateur...>

[32] Les Echos avaient indiqué sa nomination à la Direction du groupe Korian, en juin 2007, en charge du « directeur de la politique médicale et des relations institutionnelles du groupe

Korian, spécialisé dans la prise en charge de la dépendance », <https://www.lesechos.fr/2007/06/philippe-denormandie-531764> (consultée le 11/05/2020).

[33]<https://www.argusdelassurance.com/carnet-des-decideurs/denormandie-philippe,121078> site consulté le 11/05/2020.

[34]<https://toute-la.veille-acteurs-sante.fr/74287/dr-philippe-denormandie-nomme-directeur-relations-sante-de-mnh-group-communique/> tconsulté le 12/05/2020).

[35]<https://handicap.gouv.fr/presse/communiqués-de-presse/article/acces-aux-soins-mission-philippe-denormandie#> (consulté le 11/05/2020).

[36]https://fr.wikipedia.org/wiki/Julien_Denormandie

[37]Léa Guedj, 6 avril 2019, « Décès dans un Ehpad : le groupe Korian sous le feu des critiques, et ce n'est pas la première fois », site internet de France Inter, visible ici : <https://www.franceinter.fr/societe/deces-dans-un-ehpad-le-groupe-korian-sous-le-feu-des-critiques-et-ce-n-est-pas-la-premiere-fois>

[38]Cet EHPAD faisait partie auparavant du groupe OMEGA, racheté par Korian quelques mois auparavant.

[39]Un extrait d'une interview de l'avocat d'une des familles, Maître Le Bonjour : https://www.youtube.com/watch?time_continue=8&v=tFiMTAGID5s&feature=emb_logo et ici, le 22 novembre 2019, le témoignage, sur France 3 Occitanie de familles et d'un avocat, s'interrogeant sur la lenteur des procédures : <https://www.youtube.com/watch?v=d0vqtAbj2vA>

[40]https://www.techopital.com/intoxication-alimentaire-a-l-ehpad-de-lherm--l-avocat-d-une-famille-met-en-cause-l-etablissement-NS_4615.html

[41]« Envoyé spécial ». Maisons de retraite : derrière la façade - 20 septembre 2018, France 2 ; <https://www.youtube.com/watch?v=6wCoxYMURsM> ; Pièces à conviction, https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-3/pièces-a-conviction/pièces-a-conviction-du-jeudi-19-octobre-2017_2416633.html

[42]Agnès Pannier-Runacher, également Sciences Po, ENA, Inspection des Finances ... voir pour un rapide aperçu sa fiche Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Agn%C3%A8s_Pannier-Runacher

[43]<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/coulisses/2019/01/08/25006-20190108ARTFIG00127-conflits-d-interets-des-attributions-retraitees-a-la-secretaire-d-etat-agnes-pannier-runacher.php> article consulté le 11/05/2020.